



Infos Palestine

Bulletin de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine
n°20 – Mai/Juin 2008 – 2 €

« Paix comme Palestine, 60 ans après : la paix par le droit »

Plus de 4 000 personnes ont répondu à l'appel de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine pour la création d'un État palestinien, conforme au droit international.

« Cette journée, est une journée capitale. Il faut que soit affirmée la nécessité d'un État palestinien, qui est une condition de la paix au Moyen-Orient » a lancé Stéphane Hessel, ambassadeur de France, en préambule de l'évènement « Paix comme Palestine » le 17 mai dernier. En se mobilisant fortement pour cette journée et durant la campagne « Paix comme Palestine », les associations et citoyens français ont envoyé un message fort aux institutions françaises et européennes à la veille de la présidence française de l'Union européenne : des actes significatifs doivent être pris pour que, 60 ans après, le droit soit enfin appliqué.

Avec des débats suivis par un public nombreux et attentif, issu de générations, de cultures et de sensibilités différentes, la journée du 17 mai a permis un rassemblement représentatif des dynamiques de solidarité avec la Palestine développées ces dernières années dans la société française. Le succès de cette initiative n'est pas le fruit du hasard, d'un moment conjoncturel ou émotionnel particulier. Il est le point d'arrivée d'un parcours entamé depuis plus d'une décennie, avec la naissance même de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine en 1993, dont le fonctionnement se base sur une recherche permanente de convergence. Cette convergence signifie rassembler, à travers des campagnes décidées et organisées démocratiquement, un ensemble d'associations aussi diverses que l'AFPS, Amnesty international, le CCFD, la Cimade, Génération Palestine, Médecins du Monde ou le Secours catholique...

C'est donc un large échantillon de ce mouvement qui était présent le 17 mai.

Ce mouvement avait déjà pu trouver son expression nationale visible à l'occasion de la Journée de la Terre du 29 mars, avec la plantation symbolique d'un olivier par des élus locaux dans plus de 50 villes, à l'invitation de secteurs associatifs très diversifiés. Cette mobilisation politique s'est aussi manifestée par le soutien de plusieurs centaines de parlementaires et d'élus à l'initiative du 17 mai. Le message lu au nom de 50 sénateurs par Madame Monique Cerisier ben Guiga a été l'une des expressions concrètes de ce lien établi entre société civile et société politique. Plus encore, le débat central sur la politique européenne impliquant Palestiniens, Israéliens et élus européens (PS) et français (UMP) a confirmé l'implication grandissante du monde politique pour la question palestinienne.

La réussite des débats du 17 mai et la qualité de l'écoute ont permis de montrer la nature de la demande actuelle : comprendre, s'informer à partir d'un savoir historique et politique sur la politique présente et à venir de la communauté internationale, en particulier de l'Europe, pour mieux orienter l'action de solidarité. La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine a su et pu mobiliser une force restée potentielle, renforçant le paysage de la solidarité.

Sommaire :

- ◆ Mobilisation - « Paix comme Palestine, récit d'une journée symbolique »
- ◆ L'action des ONG - « Palestinian Centre for Human Rights : Paroles de Gazaouis »

Visite de Nicolas Sarkozy en Israël et dans les Territoires palestiniens—22/24 juin 2008 - État des lieux

- ◆ Israël : « Des soldats israéliens témoignent de l'occupation »
- ◆ Brèves
- ◆ Pour en savoir plus

| Mobilisation - Paix comme Palestine

Récit d'une journée symbolique

« *Un anniversaire peut en cacher un autre* », a déclaré Dominique Vidal, journaliste et historien, en introduction au premier débat : un dialogue inédit sur 60 ans d'histoire entre Avi Shlaim, historien israélien et Elias Sanbar, observateur permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO. « *En tant que chercheur et en tant qu'être humain* », le droit international doit s'imposer à tous a lancé Avi Shlaim. Pour Elias Sanbar, le droit au retour, comme tous les droits, n'est pas négociable. Ce qui l'est en revanche, c'est son application. Autre temps fort de cette journée, le second

débat, animé par Denis Sieffert, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Politis*, a été introduit par une déclaration filmée de Leila Shahid sur le rôle politique que l'Europe peut et doit jouer. Gidéon Lévy, journaliste israélien au quotidien *Haaretz*, a dénoncé le silence de la communauté internationale et en particulier de l'Union européenne. Ziad Abu Amar, ancien ministre des Affaires étrangères palestinien et Adel Atieh, conseiller auprès de la Délégation générale de Palestine à Bruxelles, ont insisté sur le manque de volonté de l'Europe, qui a pourtant les moyens d'une véritable pression. Véronique de Keyser, députée européenne, est revenue sur la nature du partenariat entre l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens, lequel comporte une conditionnalité, celle du respect des droits de l'Homme, qu'Israël viole régulièrement. Etienne Pinte, député des Yvelines, a répondu par 3 propositions : la suspension de l'accord d'association entre l'UE et Israël, une présence plus forte sur le plan civil de l'Europe en Palestine, et une véritable action en faveur de la levée du blocus de Gaza. A la tribune, Hind Houry, Déléguée générale de la Palestine en France, a dénoncé une nation palestinienne brisée socialement, politiquement et économiquement. Raji Sourani, directeur du *Palestinian Centre for Human Rights* (PCHR), a rappelé la réalité quotidienne du siège de la bande de Gaza tandis que Khaled Hroub, écrivain palestinien, a décrit les mythes qui entourent le regard porté sur le Hamas. La soirée a été conclue par Abdallah Abu Rahma du Comité populaire du village de Bil'in et Keren Schayo, militante israélienne, qui ont décrit la lutte conjointe, palestinienne et israélienne, contre le Mur.



Diwane de Béchar - Paix comme Palestine - 17 mai 2008



Nasser Jaber (© PCHR)

| L'action des ONG

Paroles de Gazaouis

Afin de montrer l'impact au quotidien du blocus israélien sur la bande de Gaza, le *Centre palestinien pour les droits de l'Homme* (PCHR) publie une série de courts témoignages « *Le blocus en histoires* ». **Nasser Jaber** possédait une ferme d'élevage de poulets dans le sud de la bande de Gaza. « *Depuis 18 ans, je travaille nuit et jour pour monter cette entreprise. Les Israéliens ont tout détruit en moins de quatre heures. Je n'ai jamais appartenu à un parti, je ne suis jamais allé en prison. Ce n'est pas la première fois, la frontière est à 2,5 kilomètres, ils envahissent cette zone chaque mois* ». Le PCHR note que les zones rurales proches d'Israël se vident à cause des incursions israéliennes régulières, réduisant encore un territoire large de 10 kilomètres. **Hadeel Abu Kwaik**, étudiante à l'Université Al Azhar à Gaza avait, avec 6 autres étudiants, obtenu une bourse pour aller étudier à l'Université du Minnesota avant que le Département d'État américain ne la lui retire puis l'attribue à nouveau, sous la pression médiatique. En « *relation étroite* » avec les autorités israéliennes, le Département d'État devrait lui permettre de se rendre à Jérusalem pour obtenir son visa. Si son histoire a connu une fin positive, plus de 700 étudiants palestiniens sont en attente de quitter Gaza pour poursuivre une spécialisation ou une bourse d'études à l'étranger. En effet, depuis plus d'une année **Said Ahmad Said Al Madhoun** attend de poursuivre un master à l'Université de droit de Washington, mais sans la possibilité de se rendre à Jérusalem pour obtenir son visa. « *C'est tellement frustrant pour moi et pour tous les étudiants de Gaza* ». Dans l'enceinte de la Croix rouge de Gaza, un groupe de femmes se réunit tous les lundi matin. « *Cela fait un an que nous ne pouvons rendre visite à nos fils en prison. Certaines ne peuvent pas depuis 6 ans. Nous voulons que nos maris fils et filles puissent voir que nous n'avons pas abandonné* » décrit une des participantes. Cette veille a débuté en 1995, depuis 250 femmes viennent chaque semaine avec les portraits des membres de leurs familles emprisonnés. **Um Imad**, qui participe à la veille depuis 12 ans : « *nous rendions visite aux prisonniers toutes les deux semaines, maintenant toute visite est impossible et la communication avec eux très difficile* ».

Le renforcement des relations UE-Israël

Le 16 juin dernier, les ministres des Affaires étrangères européens ont débattu du projet présenté par Israël de renforcement du partenariat qui le lie à l'Union européenne (UE). Avec le Maroc, la Moldavie et l'Ukraine, Israël fait partie des pays avec lesquels l'UE envisage de renforcer ses relations dans le cadre de la Politique européenne de Voisinage. Une fois accepté, ce projet signifiera une intégration renforcée d'Israël dans le marché et les institutions européennes et donc « *un approfondissement du dialogue politique entre les deux parties, à tous les niveaux, et la participation d'Israël à de nombreux programmes communautaires, en particulier dans le domaine de la compétitivité et de l'innovation ou dans celui de la recherche et du développement. La coopération portera également sur les transports, l'énergie, les douanes, la justice, l'éducation, les affaires sociales. Elle devrait également inclure la défense des droits de l'Homme et la lutte contre le terrorisme (1)* ». Le premier ministre Salam Fayyad, dans une lettre adressée aux membres de l'Union européenne, rappelle les principes qui guident la politique d'extension de l'UE qui sont le respect des « *valeurs de l'Union* », avant de dresser un liste des violations commises par Israël : la construction en cours de 101 colonies, la publication d'appels d'offre pour 847 logements depuis la conférence d'Annapolis, la démolition de 185 bâtiments palestiniens dans les 4 mois qui ont suivi la conférence et le maintien par Israël de plus de 600 checkpoints et obstacles physiques. « *Si l'UE devait renforcer ses relations avec Israël à ce moment précis...ce serait pour les Palestiniens récompenser un acte hors la loi et pour les Israéliens la démonstration qu'un tel acte n'a pas de conséquences* » écrit le premier ministre palestinien avant de conclure que « *l'Europe mettrait ainsi en danger sa capacité à jouer le rôle politique dont la région a besoin et que les Palestiniens attendent et soutiennent* ».

Véronique de Keyser, députée européenne, a dénoncé « *l'ignorance totale du Parlement européen sur les négociations en cours au Conseil et de la Commission avec Israël* » en demandant « *un débat ouvert...cette question là n'est pas un simple problème technique mais il est hautement politique* ». Dans un communiqué du 17 juin 2008, plusieurs ONG européennes dont CARE International UK, Christian Aid, Oxfam International, le Réseau Euro-Méditerranéen pour les droits de l'Homme ou le CCFD ont appelé l'UE « *à utiliser le processus de renforcement pour insister sur le respect par Israël du droit humanitaire international* » et à empêcher que cette coopération mutuelle ne bénéficie aux colonies israéliennes.

(1) - Le Monde - 16 juin 2008

Bethléem - Conférence pour l'investissement privé

Dans la continuité de la Conférence des donateurs de Paris de décembre 2007, Bernard Kouchner s'est rendu le 23 mai à Bethléem pour la Conférence pour l'investissement privé. 1 200 hommes d'affaires se sont réunis avec l'objectif de renforcer l'économie palestinienne à travers le développement du secteur privé. Si cette conférence a permis de concrétiser un certain nombre de contrats, les restrictions imposées par Israël continuent toutefois d'entraver toute possibilité de développement durable. « *Chacun sait bien qu'une économie moderne ne peut fonctionner sans liberté de mouvement des hommes, des marchandises, des services et des capitaux* » a affirmé Bernard Kouchner en clôture de la conférence. La situation sur le terrain le démontre : entre septembre 2007 et avril 2008, l'ONU note une augmentation du nombre de checkpoints et obstacles physiques de 566 à 607. La campagne *Right to Enter*, menée par l'homme d'affaires palestinien Sam Bahour, montre également que, depuis février 2006, 50 000 personnes ont été refoulées par les autorités israéliennes à l'aéroport de Tel Aviv ou aux points de passage avec la Jordanie. La plupart d'entre elles, hommes d'affaires, journalistes, réalisateurs, étudiants..., sont d'origine palestinienne et détentrices d'un passeport étranger.

Autre élément rappelé par Bernard Kouchner, l'ouverture des institutions palestiniennes « *en Cisjordanie comme à Jérusalem-est, où rien ne justifie que la Chambre de commerce demeure fermée, pas plus que les autres institutions palestiniennes* ». Enfin, au centre des préoccupations, la poursuite de la colonisation : « *Rien non plus ne saurait justifier la poursuite de la colonisation, obstacle à la paix s'il en est, obstacle aussi au développement économique palestinien* » a indiqué M. Kouchner. 3 semaines après sa visite, Israël lançait des appels d'offre pour 2 300 logements.

Des soldats israéliens témoignent de l'occupation

« Tu alternes huit heures de garde et huit heures de repos pendant dix-huit jours. Ça t'épuise, tu t'ennuies à mourir. Tu te mets à haïr les colons à cause de toutes les horreurs qu'ils commettent et les Palestiniens aussi, parce que leur existence est la raison même de ta présence à Hébron. Alors, tu essaies de t'occuper. Tu contrôles un Palestinien sans raison. Et s'il ose protester, tu te retrouves à le frapper, juste parce que tu as le pouvoir. » Ce témoignage est celui d'Iftakh Arbel, membre de l'organisation israélienne « *Breaking the Silence* » (*Rompre le silence*) que reproduit Benjamin Barthe dans un article paru dans l'édition du Monde datée du 31 mai 2008 qui décrit le « processus d'aliénation qui transforme un bon gars en butor ». Depuis que des centaines d'anciens soldats israéliens ont décidé de parler, de raconter ce qu'ils ont vu, la société israélienne ne peut plus ignorer la réalité de ce que fait endurer son armée à la population des territoires occupés. En 2004, ils ont créé une organisation pour faire connaître et diffuser leurs témoignages. En quelques années, l'association a multiplié les publications sous différentes formes : brochures, livres, cd rom, films. Elle a ainsi rassemblé les témoignages d'environ cinq cent anciens soldats dénonçant les abus perpétrés par l'armée israélienne dans la région d'Hébron. Iftakh ne s'émeut guère d'être traité de « brebis galeuse » par l'armée, comme tout les membres de « *Breaking the Silence* ». « Il faut que les Israéliens comprennent que leur tranquillité a un coût moral exorbitant, dit-il. Actuellement, ce sont les jeunes appelés qui le paient. Mais bientôt, c'est toute la société qui sera corrompue. »

www.breakingthesilence.org.il

| Brèves

◆ Bilan de la conférence de Bil'in

Le village de Bil'in est devenu le symbole de la lutte non violente des Palestiniens contre le Mur. Une conférence internationale s'y est tenue pour la troisième fois du 2 au 4 juin en présence de nombreux citoyens et responsables palestiniens, dont le Premier ministre Salam Fayyad, et de délégations venus d'Israël, de France, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, d'Angleterre, du Canada, de Grèce, de Suisse, des États-Unis et des Pays Bas. Louisa Morgantini, vice-présidente du Parlement européen était également présente. L'ancien président des États-unis, Jimmy Carter, a adressé une lettre aux participants, où il déclarait : « vous prouvez qu'on ne peut détruire le rêve palestinien dans le silence ». Les différents ateliers de travail ont montré « l'expérience récente de Bil'in en exemple de résistance populaire non violente et menée sous des formes différentes ». La conférence n'était pas limitée à Bil'in, mais étendue à d'autres lieux en Palestine.

| Pour en savoir plus

- ◆ "Paix comme Palestine - Compte rendu des débats et résumé en images de la journée" - Plateforme des ONG françaises pour la Palestine - www.paixcommepalestine
- ◆ "Letter by PM Salam Fayyad to EU on EU-Israel relations" - Palestinian National Authority - 2705/08 - www.palestine.org
- ◆ "Note à propos de la situation des droits de l'Homme en Israël et dans les TPO" - Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme - 16/06/08 - www.euromedrights.net
- ◆ "Narratives under siege" - Palestinian Centre for Human Rights - www.pchr.org
- ◆ "Communiqué de presse de Véronique De Keyser, Députée européenne belge" - 20/05/08 - www.palestine.org

PLATEFORME DES ONG FRANÇAISES POUR LA PALESTINE

14, passage Dubail - 75010 Paris - Tél : 33 1 40 36 41 46

E-mail : pfpalest@club-internet.fr - www.palestine.org

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, créée en 1993, est un regroupement de 40 organisations de solidarité internationale engagées en faveur d'une paix juste et durable entre les peuples palestinien et israélien. La Plateforme oeuvre en ce sens en soutenant les revendications de ses partenaires palestiniens et israéliens. Le bulletin de la Plateforme est réalisé grâce au soutien du Ministère des Affaires étrangères et du Secours Catholique-Caritas France.

MEMBRES

AITEC, AFPS (Association France-Palestine solidarité), Association des villes françaises jumelées avec des camps de réfugiés palestiniens, CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), CBSP (Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens), Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), CICUP (Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes), CIMADE, Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, CVPR-PO (Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient), Enfants du Monde-Droits de l'Homme, Enfants Réfugiés du Monde, Fédération Artisans du Monde, Génération Palestine, GREP (Groupement des retraités éducateurs sans frontières), Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de la Paix, MRAP, Palestine 33, Pax Christi, Secours Catholique-Caritas France, Terre des Hommes France, UJFP (Union juive française pour la Paix).

MEMBRES OBSERVATEURS

ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), Afran Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme, Amnesty International, Association « P our Jérusalem », Collectif juéo-arabe et citoyen pour la paix - Strasbourg, Coordination Sud, CRID, Francas, GAIC (Groupe d'amitiés islamo-chrétienne), Handicap International, Médecins du Monde, MIR (Mouvement International de la Réconciliation), RITIMO, SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), Tiens voilà encore autre chose.

Directeur de publication : Bernard Ravenel

Comité de rédaction : Maxime Guimberteau, Bernard Ravenel, AFPS, CCFD, Cedetim, Cimade, Gref, LDH.